Questions orales

● (1120)

Nous pourrions toujours créer un groupe de travail spécial ou une équipe spéciale chargée d'effectuer une série d'examen et d'inspections beaucoup plus poussés à bord des appareils de l'Eastern Provincial Airways. Nous avons autorisé M. Sinclair, Administrateur des Transports aériens, à prendre des mesures comme par exemple la séparation des pilotes s'il estime, après avoir reçu ces rapports détaillés, que la situation en vient au point où il pourrait y avoir des incidents ou des situations risquant d'entraîner un problème de sécurité. Nous nous efforçons d'anticiper, de prévenir, d'adopter des précautions à seule fin de bien faire voir que pareille situation ne se produirait pas, et pour bien faire comprendre à la compagnie qu'elle doit résoudre la question avant que la sécurité ne soit menacée.

ON DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR EASTERN PROVINCIAL AIRWAYS

M. Tom McMillan (Hillsborough): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Transports. Le ministre doit savoir de la confiance du public de toute la région atlantique à l'égard de la sécurité et aussi de la qualité des services assurés par EPA, a passablement diminué depuis quelques mois. Des vols sont annulés sans préavis; les départs et les arrivées sont toujours retardés et même l'état des avions laisse beaucoup à désirer. Cela suffit-il au ministre pour instituer une enquête ministérielle approfondie, non une simple étude confiée à un groupe de travail, sur la sécurité des services offerts par Eastern Provincial Airways, afin de voir, pour lui-même et pour le public, si cette entreprise qui détient une charte fédérale de transporteur régional est bien à la hauteur de ses engagements?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, je pense que, depuis quelques mois, nous avons pris un certain nombre de mesures spéciales pour nous assurer que les services de Eastern Provincial Airways ne sont pas perturbés par le conflit de travail. Nous devons nous montrer prudents. Je sais que mon collègue, le ministre du Travail, a pris toutes les précautions pour éviter que le gouvernement fédéral n'intervienne directement dans le conflit, car le problème doit être réglé entre les parties intéressées.

Nous avons pour principe de ne pas prendre parti dans ce genre de différend. Et nous devons nous en tenir à cette attitude jusqu'au moment où, comme je l'ai dit dans ma réponse précédente, la sécurité du public est menacée. Voilà pourquoi nous avons pris les précautions qui s'imposaient. Si les services assurés par le transporteur laissent à désirer, il faut s'adresser à la Commission canadienne des transports.

M. McGrath: C'est le ministre qui est responsable en dernière analyse.

M. Axworthy: La CCT est habilitée à juger si les prescriptions de la loi nationale sur les transports concernant les intérêts du public sont respectées. Si certaines obligations ne l'ont pas été, tout particulier, les autorités provinciales ou d'autres groupes peuvent en saisir la Commission. C'est de cette façon qu'il faut s'y prendre. Si le député est en mesure de me signaler un certain nombre d'incidents, je m'empresserai de les signaler au président de la Commission, qui s'en occupera. Il faut également veiller à ne pas mettre en péril les services offerts par cette société, car elle représente un élément essentiel de l'ensemble du réseau de transport de la région de l'Atlantique. Il faut donc faire la part des choses.

M. McMillan: Monsieur le Président, le ministre est passé à côté de la question. On a fait amplement la preuve qu'une société aérienne régie par une charte fédérale éprouve de très graves difficultés au point que la sécurité des voyageurs est menacée.

Des voix: Bravo!

LA RESPONSABILITÉ D'ASSURER LA SÉCURITÉ DU PUBLIC

M. Tom McMillan (Hillsborough): Monsieur le Président, que faudra-t-il donc pour que le ministre des Transports assume enfin ses responsabilités? Une catastrophe? Il ne peut s'en laver les mains et s'en remettre à la Commission canadienne des transports. En définitive, c'est lui qui est responsable. Assumera-t-il ses responsabilités de ministre des Transports et fera-t-il enquête au sujet d'un très grave problème qui menace la sécurité des voyageurs? Il ferme les yeux sur les faits. Que faudra-t-il donc faire pour qu'il se décide enfin à assumer ses responsabilités?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre des Transports): Monsieur le Président, je dis au député que notre première responsabilité, à titre de députés, c'est d'éviter de faire du sensationnalisme comme le député vient de faire.

M. McGrath: C'était un reportage de Radio-Canada.

M. Axworthy: Cette affaire est grave et il n'y a pas lieu de faire du sensationnalisme à ce sujet.

J'ai énuméré les mesures préventives que nous avons prises afin d'éviter tout problème qui mettrait en cause la sécurité. J'ai autorisé l'administrateur des transports aériens à prendre des mesures immédiates si ses collaborateurs lui signalent la moindre possibilité de danger. En intervenant comme il l'a fait, le député n'a rendu service ni à lui-même ni au transporteur aérien ni aux passagers. C'est la déclaration la plus irréflectible que j'aie entendue depuis fort longtemps de la part d'un député à la Chambre.